

La sécurité de l'approvisionnement énergétique va-t-elle de soi?

Nous vivons dans un monde fossile, tout au moins au plan énergétique. En effet, les trois «sœurs» que sont le pétrole, le gaz naturel et le charbon représentent entre 85 et 90% de la consommation primaire d'énergie dans le monde. Vient ensuite, en 4^e position, l'énergie hydraulique, suivie du nucléaire. Les nouveaux agents énergétiques renouvelables (soleil, vent, marée, biomasse utilisés commercialement, géothermie, etc.) sont très faiblement représentés parmi les agents énergétiques primaires; par ailleurs, ils contrastent diamétralement avec l'importance qu'on leur accorde dans le débat politique, y compris en Suisse. Point n'est besoin d'être prophète pour prévoir que, dans ces conditions, il faudra beaucoup de temps jusqu'à ce que le dosage énergétique global se modifie sensiblement.

En ce qui concerne la Suisse, le pétrole et le gaz naturel couvrent ensemble 55% de nos besoins. Si l'on y ajoute l'uranium employé dans les cinq réacteurs nucléaires suisses, les quatre cinquièmes de notre approvisionnement énergétique reposent sur l'importation d'agents énergétiques non renouvelables.

L'approvisionnement énergétique de la Suisse a des origines historiques

Lorsque la politique énergétique connaît des périodes agitées comme celles dans lesquelles nous vivons de nouveau, les politiciens et les lobbyistes se saisissent de l'occasion pour exiger l'autarcie énergétique; autrement dit l'approvisionnement du pays devrait largement se fonder sur des agents énergétiques indigènes et donc renouvelables.

Indépendamment de l'idée que de toute façon il n'est aucunement possible de reconsidérer dans l'urgence le dosage énergétique actuel, les exigences précitées occultent le fait que l'approvisionnement en énergie a – dans tous les cas jusqu'à maintenant – été suivi sans restriction du prédictat de la «sécurité», tout en sachant bien qu'il n'existe aucun domaine de la vie dans lequel on puisse garantir la sécurité à 100%. Excepté lors de la Seconde Guerre mondiale, notre pays n'a connu aucune interruption physique, persistante et occasionnant des inconvénients importants dans son approvisionnement en énergie. Même durant la première crise pétrolière (1973–74), l'approvisionnement physique en pétrole a constamment été assuré en Suisse, fût-ce à des prix élevés pour l'époque. Trois facteurs ont contribué à ce succès: les intérêts fondamentaux des fournisseurs d'énergie, les structures de notre approvisionnement en énergie et les mesures de stockage décrétées

par les autorités pour garantir l'approvisionnement.

Grève des livraisons des producteurs de pétrole et de gaz: un spectre effrayant

Plusieurs décennies d'approvisionnement sans problème démontrent que l'«arme du pétrole et du gaz» que pourraient brandir les producteurs s'est considérablement émoussée et qu'elle est tout au plus propre à semer brièvement la terreur parmi nous, les consommateurs occidentaux. Il est, cependant, vrai que divers producteurs ont agité, à plusieurs reprises autrefois, la massue du boycott des livraisons. De telles manifestations sont, toutefois, vite devenues inopérantes, après quelques heures ou au plus quelques jours, car elles avaient d'autres objectifs que de nous «fermer les robinets», à nous, les occidentaux.

En dépit d'une rhétorique parfois virulente mais également antioccidentale, *nous n'avons pas connu de files d'attente* dans les stations-services et nos maisons ont toujours été chauffées. *À quoi cela tient-il?*

Premièrement, la concurrence règne entre les fournisseurs: la cessation de livraison par l'un constitue toujours une chance à saisir pour l'autre, que ce soit pour remplacer à court terme le pétrole manquant – ainsi, lors de la crise diplomatique avec la Libye, le pétrole brut que ce pays ne livrait plus à la Suisse a été remplacé par des importations en provenance d'Asie centrale – ou que ce soit à long terme par des choix d'autres agents énergétiques. Seul un fournisseur en situation de monopole peut se permettre d'agir selon son bon plaisir. Même l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), que l'Occident observe souvent d'un regard soupçonneux, ne dispose pas d'un véritable pouvoir cartellaire, car il arrive régulièrement que ses membres ne tiennent pas compte des engagements pris.

Deuxièmement, les producteurs de pétrole, de gaz et d'uranium se comportent exactement comme des producteurs de chaussures, d'avions ou d'eau minérale: ils veulent tirer le meilleur prix de leur produit, et ce aux coûts les plus bas. Conserver enfouies leurs matières premières n'est pas une option attrayante, étant donné la demande constante et même croissante d'énergie. Ce n'est



Rolf Hartl
Président de l'Union
Pétrolière, Zurich

qu'après avoir été extraits de terre et vendus sur les marchés mondiaux que le pétrole et le gaz ont une valeur concrète. À cela s'ajoute que la plupart des pays producteurs, en particulier les membres de l'Opep, la Russie, ainsi que quelques pays d'Asie centrale, comptent beaucoup sur les revenus des ventes de pétrole et de gaz. Ce n'est pas seulement pour nous, mais bien plus encore pour eux que le commerce des énergies fossiles constitue des risques majeurs pouvant conduire à des impasses relativement importantes en matière de politique intérieure. Ainsi, dans quelques pays, une grande part des revenus pétroliers ou gaziers reviennent à la population directement ou indirectement sous forme de subventions, ce qui permet aux élites politiques de s'assurer d'une certaine stabilité interne. Dès lors pourquoi les pays riches en matières premières devraient-ils renoncer sans nécessité à nous livrer, à nous les consommateurs, surtout dans une période où les prix de leurs fournitures sont élevés?

Le Moyen-Orient au centre de l'approvisionnement en pétrole et en gaz

On ne doit donc pas douter de la volonté fondamentale des pays riches en matières premières de continuer à nous vendre, peu importe le système politique, qu'il soit démocratique ou autocratique ou quelque que soient les personnes aux commandes. La situation concernant les intérêts en présence telle que décrite ci-dessus vaut par principe, pour tous. Il existe, toutefois, une sorte de «cas de force majeure», notamment lorsque pour des motifs de politiques intérieure ou régionale, qui n'ont rien à voir avec nous, les consommateurs, la production de matière brute est entravée. Dans un tel contexte régional – et cela contrairement à la situation internationale décrite ci-dessus – la maîtrise de la production pétrolière et gazière constitue bel et bien un facteur décisif dans certaines circonstances, telle que l'a montré de façon saisissante l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990. La Libye a, par ailleurs, cessé de livrer du pétrole et du gaz cette année, en raison de la guerre civile: certes, d'autres producteurs ont pu suppléer au manque de 1,6 million de barils/jour, mais cela n'a pas été sans influencer le prix du pétrole. On peut, en outre, imaginer – et la chose est plus ou moins vraisemblable, selon les points de vue – que la péninsule Arabique et le golfe Persique subissent de nouveaux troubles politiques. Il est possible qu'à court terme une crise de première importance perturbe gravement la production de pétrole et de gaz, de même que leur acheminement: le Moyen-Orient – et l'Arabie Saoudite en premier –

couvrent en effet environ un tiers de la demande globale de pétrole. Par ailleurs, un cinquième des besoins mondiaux de pétrole transitent quotidiennement par la route du détroit d'Ormuz. Dès lors, les perturbations effectives dans la livraison auraient rapidement des conséquences sur l'approvisionnement physique du monde entier, peu importe à qui serait destiné initialement le pétrole manquant, sans parler de l'augmentation massive des prix qu'entraînerait une telle situation.

Diversification de l'approvisionnement en énergie: une question toujours d'actualité

Dans ce système de vases communicants, particulier à l'approvisionnement en pétrole, la Suisse, dont la consommation représente 0,2% de celle de la planète, joue un rôle modeste. Nous faisons bien, toutefois, de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier et d'exploiter notre système d'approvisionnement énergétique avec souplesse. En ce qui concerne le pétrole, cela signifie concrètement que la Suisse:

- importe aussi bien des produits finis que du pétrole brut, dont elle achève la transformation;
- recourt à une large palette de fournisseurs, comme c'est le cas aujourd'hui;
- le fait venir de partout par tous les moyens de transport disponibles;
- conserve sur son territoire des capacités de stockage suffisantes;
- enfin et ce n'est pas le moindre, est dotée de réserves obligatoires en quantité suffisante et dont l'organisation est bien rodée, ce qui assure 4½ mois de demande pour le mazout, le diesel et l'essence, et 3 mois de kérosène pour l'aviation.

Ne tirons pas de conclusions hâtives sur le plan de la politique énergétique

En dépit de la pauvreté de son sous-sol, la Suisse n'a, jusqu'ici, connu aucun goulet d'étranglement dans son approvisionnement énergétique, en particulier sur le plan pétrolier. Les mécanismes de marché, soutenus par les réserves obligatoires prescrites par l'État, ont bien fonctionné, même en temps de crise. Selon toute vraisemblance, les perturbations d'approvisionnement resteront toujours de courte durée. Il n'y a pas lieu de douter que les membres de l'Opep resteront prêts à livrer leur pétrole à longue échéance. Il n'est pas nécessaire de modifier fondamentalement notre dispositif d'approvisionnement en raison de la situation qui règne actuellement dans le monde arabe. ■